



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DE SUISSE ET DU LIECHTENSTEIN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE BERNE

N° 99 – 10 février

Faits saillants

- Entrée en vigueur de l'extension de l'embargo sur le pétrole russe aux produits raffinés
- Perte record de -7,3 Mds CHF en 2022 pour Crédit Suisse
- Hausse de la production d'électricité d'origine solaire de +25 % en 2022

Guerre en Ukraine

Energie : Avec l'entrée en vigueur de l'embargo européen sur les produits pétroliers raffinés russes le 5 février, l'association de la branche pétrolière suisse Avenergy anticipe une hausse prochaine des prix du diesel et de l'essence. Alors que l'Europe s'est tournée vers les producteurs d'Asie, du Moyen-Orient et des États-Unis pour diversifier ses sources d'approvisionnement, les importations devraient s'avérer plus onéreuses du fait de l'allongement des temps de transport et de la concurrence pour sécuriser du pétrole non-russe. L'approvisionnement européen, qui reposait précédemment largement sur les importations directes de diesel russe, est toutefois jugé suffisant, les négociants ayant anticipé la mise en œuvre des sanctions.

Macroéconomie

Croissance : D'après UBS, malgré le ralentissement de la demande externe, la Suisse devrait échapper à la récession cette année, avec une croissance du PIB projetée à 0,7 % après 2 % en 2022. Cette prévision est légèrement inférieure aux projections d'hiver du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), dont le scénario de référence table sur une progression du PIB suisse de 1 % en 2023.

Investissements : Selon l'enquête semestrielle du centre d'études KOF sur les investissements, le rythme de progression des investissements des entreprises devrait décélérer en 2023, passant de +5,3 % en valeur nominale en 2022 à +3,9 % cette année, conséquence notamment de la crise énergétique et de la hausse des taux d'intérêt

Marché du travail : Les publications des statistiques mensuelles du chômage du SECO et du baromètre de l'emploi du KOF pour le 1^{er} trimestre 2023 confirment le caractère désormais très tendu du marché du travail suisse, confronté aux pénuries de main-d'œuvre. En janvier 2023, le taux de chômage au sens du SECO (dont la définition diffère de celle du Bureau International du Travail en ne comptabilisant que les personnes effectivement inscrites aux offices régionaux de placement) s'établit à 2,2 %, en stabilité par rapport au mois précédent et en léger recul sur un an (-0,5 point de pourcentage).

Selon une nouvelle étude d'UBS, le déficit de main-d'œuvre pourrait atteindre 220 000 à 250 000 personnes d'ici à 2030, contraignant le pays à continuer à rehausser le taux d'emploi national, pourtant très élevé (79 %) tout en recourant davantage encore aux travailleurs étrangers (pas seulement frontaliers).

Immobilier : Alors que la hausse mondiale des taux d'intérêt atténue sensiblement la demande de biens à l'étranger, le marché immobilier helvétique continue de résister, du fait notamment d'une inflation contenue.

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 09/02	Var. vs 02/02
EUR/CHF	0,9885	-1,0 %
USD/CHF	0,9185	-0,1 %
SMI	11 218	+0,3 %
Taux 10a	1,298 %	+9,1 pb

Selon Raiffeisen Suisse, si les mécanismes stabilisateurs du système fiscal limitent l'impact de la hausse des taux sur les coûts grâce à une compensation partielle du relèvement des charges d'intérêts par des dispositifs fiscaux, les loyers du marché devraient continuer de croître de façon marquée au cours des prochaines années, reflétant en particulier la persistance d'une offre insuffisante (taux de vacance en recul, construction peu dynamique).

Secteur financier

Crédit Suisse : Crédit Suisse a enregistré un résultat net de -7,3 Mds CHF pour l'exercice 2022, sa plus lourde perte depuis 2008, et son 5^{ème} résultat trimestriel négatif consécutif (-1,4 Md CHF pour le 4^{ème} trimestre). En ligne avec les prévisions des analystes, ces résultats ont toutefois à nouveau entaché la confiance des investisseurs, l'action du groupe accusant une baisse de -14,7% à la clôture jeudi à Zurich (à moins de 3 CHF l'action) Plus importantes que prévues, les sorties d'actifs des clients (123 Mds CHF sur l'année 2022 dont 110,5 Mds CHF sur le seul 4^{ème} trimestre) sont sources de préoccupation. Le CEO, Ulrich Körner, s'est néanmoins félicité de la levée de 4 Mds CHF de fonds propres, permettant de relever le ratio CET1 (+3,4 pp en rythme trimestriel) et a confirmé la poursuite du plan de restructuration de la banque d'investissement, priorité stratégique du groupe.

Anti-corruption : La Suisse se maintient au 7^{ème} rang de l'Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International pour l'année 2022, avec un score de 82 points sur 100 (-2 par rapport à 2021). Malgré ce plutôt bon résultat, l'ONG encourage la Suisse à interdire le népotisme - une pratique qu'elle juge « très répandue » dans le pays, à améliorer le traitement des conflits d'intérêts et à mieux réglementer les activités de lobbying. L'organisation pointe en particulier les règles permettant aux parlementaires suisses de conserver des postes rémunérés parallèlement à leurs mandats. L'IPC recense la perception de la corruption dans le secteur public de 180 pays sur la base d'estimations d'acteurs scientifiques et économiques. En 2022, la France obtient un score de 72 points (+1 point) et se classe à la 21^{ème} position (+1 rang) de ce classement dominé par le Danemark.

Anti-blanchiment : Les autorités suisses continuent de s'intéresser de près à la relation d'affaires d'UBS avec l'ancien président yéménite Ali Abdullah Saleh (assassiné en 2017), qu'elles soupçonnent d'avoir aidé à détourner plusieurs dizaines de milliards de dollars. La dernière décision du Tribunal pénal fédéral dans cette affaire révèle qu'outre les poursuites déjà intentées par le Ministère public de la Confédération et l'autorité de régulation des marchés financiers (Finma), le Département fédéral des finances (DFF) avait ouvert en mars 2021 une procédure pénale pour soupçon de violation de la loi sur le blanchiment. Les procédures sont toujours en cours.

Secteurs non financiers

Energie : La production d'électricité solaire sur le territoire suisse a augmenté de +25 % en 2022. Les installations photovoltaïques fournissent désormais 6 % des besoins en électricité du pays, soit 3,7 TWh/an.

Recherche : Le Fonds national suisse (FNS) et la *National Science Foundation* américaine ont conclu un nouvel accord pour simplifier la coopération scientifique entre les deux pays, donnant corps à la déclaration d'intention bilatérale signée en novembre 2021. Le FNS a déjà signé des accords similaires avec d'autres pays dont l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique ou la France. Toutefois, ces accords ne consacrent pas de lignes budgétaires supplémentaires aux agences de financement. Le FNS reconnaît lui-même que les mesures compensatoires déployées par le Conseil fédéral pour atténuer les pertes financières pour la recherche suisse induites par la sortie du programme Horizon Europe ne remplaceront pas les contacts, les réseaux et la stimulation qu'offre la pleine participation au programme européen. Pour rappel, depuis l'abandon des négociations sur l'accord-cadre avec l'UE en 2021, la Suisse est considérée comme un pays-tiers non associé au programme. Les chercheurs des institutions suisses peuvent toujours participer aux projets de recherche sans toutefois pouvoir les coordonner.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international